

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

lycéées et armée

EDITORIAL

Nous ne nous étions donc pas trompés en annonçant un printemps de révoltes. Le mars des lycéens ne pouvait nous surprendre. Depuis cent semaines que ce journal existe, nous avons multiplié les analyses montrant que la révolte était latente, qu'elle éclaterait tôt ou tard dans certains secteurs et en particulier chez les jeunes, les 15-25 ans. Elle est venue avec la contestation de la loi Debré. Elle pouvait venir à une autre occasion. Si demain, un arrangement intervient qui supprime la cause occasionnelle du conflit, on ne

reculera que pour mieux sauter. (Cela ne signifie pas que le problème de l'armée soit sans importance pour les jeunes. Loin de là, mais il ne se comprend pas si on l'isole). Cela veut dire que le système s'est enfermé dans une insurmontable contradiction qu'il ne peut lever lui-même. Elle tient à sa nature même. La faire disparaître reviendrait à le faire exploser. C'est un problème de société qui est posé et qui trouve avec la révolte lycéenne une expression privilégiée.

Si tout est parti de la question du sursis, c'est pour une raison simple, étrangère à l'antimilitarisme latent d'une partie de la jeunesse. Elle imposait aux lycéens une échéance précise, celle des vacances d'été où ils seraient incorporés. La prise de cons-

cience a été rapide, produisant un sentiment d'unanimité et de solidarité sans précédent. Leur avenir commun leur semblait à tous compromis par cette coupure dans l'existence, cette sorte d'initiation tribale démocratique qui constitue le service militaire.

L'approche des vacances de Pâques aidant, avec le soleil et l'éclosion du printemps, l'occasion était trouvée pour un vaste défoulement collectif, la conquête de la rue, l'expression du ras le bol, contre le lycée-caserne mais aussi la fête de la jeunesse. Interrogés à la radio et à la télévision, des proviseurs particulièrement représentatifs ne craignaient pas d'apporter une justification très explicite de la fronde de leurs lycéens.

(Suite en page 3.)

du 22 mars à la révolution ?

Au-delà de la loi Debré, apparaît une contestation diffuse et latente qui permet de rappeler l'existence d'un profond malaise lycéen que le « ras-le-bol » quotidien n'a pu encore formuler.

Le jeudi 22 mars, à la suite d'un mouvement parti de province, 80 000 lycéens parisiens descendent dans la rue pour manifester leur opposition à la loi Debré. Quelques jours avant, la classe politique ne prenait pourtant visiblement pas au sérieux la contestation lycéenne. Pour preuve, la décision de dernière minute du P.C.F. qui, après avoir tout fait pour briser le mouvement, s'y rallie la veille de la journée nationale du 22 mars. Une manœuvre qui est peut-être à rapprocher de l'attitude louvoyante de l'orthodoxie lors de mai 68.

LE COMPTE A REBOURS

Car, complètement dépassée par l'ampleur de l'événement, « la classe politique est en arrêt » écrit Frédéric Gaussen du Monde, « suspendue à la question de savoir qui, de M. Edgar Faure, Achille Peretti, ou, jusqu'à vendredi matin, M. Jacques Chaban-Delmas, occupera le « perchoir » de l'Assemblée nationale. Plus aucun lycée ne fonctionne normalement, et des dizaines de milliers de jeunes ont abandonné la classe pour occuper la rue. Chacun ses occupations. Chacun ses jeux. Une fois de plus le divorce entre les politiques et les jeunes paraît total. Une fois de plus la majorité est entièrement absente d'un débat qui soulève la jeunesse. Une fois de plus les partis de gauche, malgré les efforts de certains de ses membres, se trouvent pris à contre-pied et mis dans la situation inconfortable d'avoir à soutenir un mouvement qui s'est développé en-dehors d'eux et qu'ils ne contrôlent pas. »

Mais pourquoi subitement ces réactions en chaîne alors que la loi a été votée il y a trois ans ? Après une essouffante campagne électorale sur laquelle ils n'étaient pas conviés de s'exprimer par un bulletin de vote, les jeunes ont décidé de manifester leur mécontentement dans la rue. Le compte à rebours est commencé et l'échéance prochaine du départ au service militaire a fait naître une certaine appréhension chez les lycéens qui ont bien dans cette affaire l'impression — justifiée — d'avoir été tenus à l'écart d'une décision qui les concernait pourtant au premier chef. La preuve est faite qu'il ne suffit pas de consulter des organisations de jeunesse sur l'élaboration d'une loi pour répondre aux besoins des intéressés.

Les mouvements de protestation jusqu'ici ne visent que l'abrogation de la loi Debré. Mais peut-on se battre encore longtemps pour le rétablissement pur et simple des sursis qui conti-

neront de constituer un « privilège de classe » ? Les lycéens et les étudiants, comme le craint Maurice Clavel, risquent ainsi de se couper des travailleurs en menant des luttes isolées en marge du vrai problème social.

En fait, au-delà de la loi Debré, apparaît une contestation diffuse et latente qui permet de rappeler l'existence d'un profond malaise lycéen que le « ras-le-bol » quotidien n'a pu encore formuler.

UN LYCÉE QUI SÈCRÈTE L'ENNUI

Monde clos, le lycée n'est ni plus ni moins qu'une « machine » bureaucratique qui participe au phénomène de massification de la société. Aussi la vacuité du lycée-caserne et son ennui tiennent-ils à un cadre matériel désastreux, à des effectifs trop importants et à la nature encyclopédique de programmes uniformes non adaptés aux différentes formes d'intelligence. Les cours ne suscitent guère l'intérêt en-dehors des « grosses têtes » besogneuses. Tout dans l'enseignement secondaire coupé de la vie concourt à consacrer une rupture qui a pu faire naître, comme chez l'écrivain Pascal Lainé, un sentiment d'« irrévolution » également partagé par les élèves et les professeurs. La contestation lycéenne — mais c'est là la faiblesse inhérente à la « seule contestation » — dénonce les conséquences sans revenir aux causes profondes de la sclérose. La faillite de notre système d'enseignement tient à l'échec de la « démocratisation » qui n'a eu d'autre effet que de renforcer la sélection de fait, la sélection par l'argent. Palliatif pour dégorger l'Université, cette loi est un véritable coupe-gorge. Il n'est pas certain qu'après une année de désœuvrement, l'appelé soit en mesure d'entreprendre de nouvelles études. Une année de service militaire est un désert dont on ne peut voir précisément la fin.

Par ailleurs, les déclarations du général Vauxem à Carrefour, reproduites dans les tracts des comités de grève, ont vite circulé dans le milieu lycéen. Déclarer qu'entre 18 et 20 ans, il est plus facile pour l'armée de modeler « des cires un peu molles » révèle une tentation de « casser » le jeune appelé. Aussi les lycéens n'entendent pas être enrégimentés au sein d'une armée qui défend et cautionne un régime au lieu de servir la communauté nationale.

POUR ALLER JUSQU'AU BOUT

Jeudi dernier, une banderole résumait assez durement comment est perçue l'armée dans le milieu lycéen : « L'armée, ça pue, ça pollue et ça rend con ! » Loin des anars, les manifestants très sages de l'U.N.C.A.L. et de l'U.E.C. scandent « Debré, ça suffit, rétablissez les sursis ». Les slogans de la « Ligne Communiste » n'emportent pas non plus l'adhésion de tous : « A bas l'armée du capital », puis nouvelle fréquence : « Service national - service du capital ». Par contre les 80 000 manifestants sont sûrs d'une chose : « Chaud-chaud-chaud, le printemps sera chaud ».

Il ne faut pas exagérer l'importance des organisations politiques : les mouvements de protestation se sont déclenchés de manière spontanée. Les comités de grève s'attachent à conserver un caractère « apolitique » à la manifestation pour maintenir l'unité des lycéens. On sait que des luttes d'influence et de sombres manœuvres se livrent entre diverses organisations au sommet de la coordination nationale. Alors, quelles sont les chances pour le mouvement de progresser et d'aboutir ?

Il faut, d'une part, élever le débat au-delà de la loi Debré sans, pour autant, dérocher des

préoccupations actuelles des lycéens. La défense nationale a des impératifs, mais le service militaire est-il encore adapté ? Se limiter au « pour » ou au « contre » la loi Debré est une attitude réformiste qui aménage le système sans le remettre en cause. Peut-on laisser impunément l'Etat manipuler et tromper les jeunes de lycées en casernes et de casernes en facultés ?

Mais on a pu noter également chez les lycéens une ferme volonté de non-embrigadement. Qu'un mouvement politique récupère trop ouvertement et traduise idéologiquement leur contestation, et les lycéens réintègrent leurs « bahuts ». La révolte, déformée par un appareil de parti, avortera. Cependant, l'avenir du mouvement est peut-être entre les mains du « Front Uni Contre la Conscription ». Le collectif lycéen du F.U.C.C. en affirmant sa volonté d'aboutir sans être tributaire d'idéologie sclérosée, peut devenir prochainement le fer de lance du combat lycéen contre le système par la remise en cause du cadre politique.

Le 22 mars en tête du défilé nous avons remarqué au-dessus des têtes et des entonnoirs, une banderole brandie par de jeunes manifestants : « A bas la conscription républicaine »... du problème des sursis il s'agit effectivement de passer au débat sur la défense nationale et de poser les conditions institutionnelles d'une armée au service du peuple et de la communauté nationale.

Selon certains observateurs, le mouvement serait au point mort. Du 22 mars à la révolution ou dispersion-trahison ? Il est des calmes qui annoncent la tempête.

Philippe DELAROCHE.

(1) L'irrévolution, par Pascal Lainé (éd. Gallimard - coll. Le Chemin).

« interdit aux chiens et aux jeunes »

Du Herald Tribune au Soir de Bruxelles, du Washington Post au Sunday Times, la nouvelle a droit au moins à une colonne, au mieux une photo. Et quelle photo ! L'image que la France donne à l'étranger est peu rassurante. Des gardiens de la paix, des gardes mobiles à l'allure martiale montent la garde devant le plus beau parc de la capitale française : le Luxembourg.

Si vous avez entre 15 et 40 ans, bref si vous êtes « jeunes » (cette maladie honteuse de la société pompidollienne), l'entrée vous en est interdite. Sauf si vous êtes accompagnés d'un enfant.

— Pourquoi une telle mesure ? se demande-t-on. La raison doit être bien grave assurément. Eh bien, quelques pique-niqueurs ayant pris les pelouses des Jardins du Sénat pour un quelconque Hyde Park, la questure dudit Sénat, entendez la domesticité de M. Poher, a aussitôt donné des consignes de « sévérité ». On assiste donc à des scènes incroyables d'un jardin gardé par la force publique, d'une ségrégation abusive.

Bien sûr, le Français est débrouillard et on parle même d'un trafic d'enfants à l'entrée du jardin puisque ces charmants petits êtres servent en cette occasion de laissez-passer !

Et personne ne proteste, sinon quelques « enragés ». Quelle bêtise ! Quelle absurdité ! Même les gardiens de la paix en paraissent gênés. C'est tout dire !

Ph. D.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petite-Champs - Paris (1^{re})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du Château-d'eau Paris 10^e

qu'est-ce qui fait courir les lycéens ?

Que voulez-vous faire d'un lycée de trois mille personnes ? disait en substance le proviseur de Balzac. Comment envisager seulement d'accueillir et de suivre huit cents élèves de seconde ? C'est de toute évidence une tâche impossible. Que l'on ne s'étonne donc pas que la bureaucratie universitaire assiste impuissante aux mouvements lycéens. L'immense machine de l'éducation nationale apparaît pour ce qu'elle est : une carcasse sans âme. Lorsqu'il y a deux ans, nos camarades de l'U.N.L.A.C. dénonçaient les lycées casernes, on criait à la démagogie, à la subversion, etc. Ces accusations paraissent dérisoires aujourd'hui, et il faut bien se résigner à la leçon des faits.

Il faut bien se rendre compte que ce qui est touché avant tout par la révolte, ce n'est pas l'armée, mais l'université. Depuis deux ans nous le répétons : malgré les crédits considérables qu'on lui a alloués, malgré le verbe fauriste, l'université est condamnée. Incapable de préparer les jeunes à leur avenir professionnel, et à leur avenir tout court, la machine tourne à vide. Elle n'a d'autre but que sa propre conservation, sa reproduction. Ses fonctionnaires peuvent s'acharner sur des programmes, cela est parfaitement indifférent à ces centaines de milliers de jeunes encasernés et qui perdent un temps précieux dans un cadre suranné. Pierre Debray avait eu le courage d'affirmer au premier congrès royaliste universitaire : « La vérité, c'est qu'un certain type d'enseignement s'effondre. On peut le déplorer, mais nos regrets n'y changeront rien et l'A.F. perdrait son temps et sa jeunesse à tenter de sauver cette noble ruine. » (1).

UNE UNIVERSITÉ INADAPTÉE

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à l'avoir compris : un certain nombre de hauts-fonctionnaires, l'ensemble de la classe technocratique est bien conscient de l'inadaptation d'une université héritière en droite ligne du premier Empire. Sous l'effet de la démocratisation de l'enseignement, l'université libérale à vocation élitiste des origines ne pouvait dispenser qu'un enseignement à la fois dévalué et inadapté. Les statistiques dès avant 1968, établissaient le caractère alarmant du chômage de plus en plus important des diplômés. C'est pour remédier à cela que le plan Fouchet fut conçu, qui permit à la contestation de mobiliser l'opinion étudiante contre la sélection. Ce plan était dans la logique d'une tendance réformatrice qui s'amorçait pour délester l'université du poids qu'elle ne pouvait supporter. Alain Touraine a très bien résumé les trois formes principales que prenait cette tendance (2).

« En premier lieu, la création d'établissements courts, les I.U.T., déjà réalisée dans les domaines scientifiques, prévue pour le « tertiaire », et qui devaient dans les cinq années à venir, absorber une partie de plus en plus importante des nouveaux étudiants.

En second lieu, la sélection qui aurait probablement été introduite selon les modalités proches de l'exemple anglais ou scandinave ; et qui aurait pu s'accompagner du développement d'une catégorie faiblement représentée en France et très nombreuse en Union Soviétique, celle des étudiants engagés dans la vie professionnelle, et poursuivant leurs études à temps partiel.

Enfin l'isolement du premier cycle, voire sa « secondarisation », enlevant aux facultés une bonne partie de leurs étudiants et donnant aux débutants un encadrement plus proche de celui des lycées. »

Il s'agissait avant tout de canaliser l'immense masse lycéenne remplissant des facultés trop petites, puis les immenses bâtisses construites hâtivement à la périphérie des grandes villes.

Le mouvement de mai s'insurgea contre cette « tendance » en général et le plan Fouchet en particulier. On ne voulait pas de sélection. Là-dessus, le typhon verbal fauriste se déchaîna, et on put croire que le vieux politicien se ralliait aux idées de mai par démagogie. En fait, avec le recul du temps, on peut constater qu'il sut très habilement utiliser certains slogans pour endormir la contestation, et qu'il eut aussi le génie de dissocier les problèmes généraux de la condition étudiante et de l'organisation universitaire des questions plus limitées et plus immédiates concernant le fonctionnement des départements, la participation des étudiants à la vie quotidienne. Attitude exactement semblable à celle des chefs d'entreprise qui appellent à la participation ouvrière au comité d'hygiène et de sécurité, voire au comité d'entreprise, tout en proclamant que les questions techniques et professionnelles ne doivent pas être mêlées à des considérations politiques et contrecarrent l'action syndicale. » (2).

Edgar Faure fit donc tant et si bien, que l'on put reprendre après lui la tendance amorcée par le plan Fouchet. C'était l'an dernier la tentative d'instituer en cours d'études un concours de sélection initiale pour les futurs enseignants. C'était cette année une tentative analogue en médecine. Puis plus récemment ce fut le D.E.U.G., c'est-à-dire l'institution d'un cycle court, dans le prolongement direct du lycée et destiné à drainer la grande masse « pauvre » dans les facultés.

DÉFENDRE L'UNIVERSITÉ LIBÉRALE ?

Paradoxalement, les mouvements lycéens et étudiants en s'opposant au réformisme technocratique, continuent à cautionner la vieille université libérale. Jacques Julliard a parfaitement résumé la situation dans le dernier numéro du *Nouvel Observateur* : « Jusqu'à présent, le mouvement étudiant paraît devoir s'enfermer dans une sorte de corporatisme révolutionnaire, fondé, quels que soient ses motivations ou ses alibis sur la défense du statu quo et que l'on peut résumer ainsi : défense de la « condition étudiante, en-dehors de toute autre considération sur la fonction de celle-ci dans la société, c'est-à-dire défense d'un privilège social, celui d'être étudiant ; corrélativement, défense de l'université libérale contre la rationalisation technocratique, c'est-à-dire résignation à la sélection naturelle par haine — justifiée — de la sélection sociale planifiée. Dans l'immédiat, cette attitude est inévitable. Comment les lycéens et les étudiants pourraient-ils collaborer si peu que ce soit aux solutions que leur propose le pouvoir actuel ? » (3).

Les mouvements lycéens et étudiants ont en effet quelque raison de refuser le réformisme technocratique. On ne voit pas pourquoi la jeunesse de ce pays accepterait l'embrigadement total au service du système économique actuel. Il s'agit pour le système industriel de se fabriquer une armée de cadres dociles qui accepteront la rationalité technocratique, ne songeront pas à revendiquer pouvoirs et responsabilités.

Malheureusement les perspectives sont pour le moment bouchées. Elles ne pourraient s'ouvrir, que par une remise en cause de l'université d'Etat au service de certains intérêts. On

n'y est pas encore. Les étudiants et les lycéens de la *Nouvelle Action Française* profiteront pour leur part de l'agitation actuelle pour radicaliser un mouvement dont la logique normale et la destruction de l'intraçable machine dont les commandes se trouvent rue de Grenelle. Quand cette machine sera détruite, il faudra reconstruire des universités adaptées à toutes les situations concrètes, et qui auront en particulier à reprendre en charge la formation permanente. Il ne peut être question pour nous que ces universités nouvelles soient dépourvues de leur liberté critique, qui leur donnera une pleine indépendance par rapport à l'économie et leur permettra de juger, de remettre en cause les structures socio-économiques. Dans le cas présent, on veut tuer cette faculté critique. La contestation a raison de la défendre.

Les lycéens qui remplissent les rues de Paris ne sont peut-être pas totalement conscients de l'enjeu de leur lutte. Mais leur mouvement a pour premier sens la remise en cause violente, absolue d'une université dont ils sont les victimes.

ET L'ARMÉE ?

Nous sommes loin, dira-t-on, de l'agitation actuelle qui tourne tout autour de l'armée et du sursis. Précisément, si l'armée est mise en cause, c'est qu'il est apparu aux lycéens qu'il y avait entre elle et l'université une sorte de connivence pour les prendre en main, les conditionner, les mettre sous la coupe d'un système qu'ils refusent. Antimilitarisme ? Il serait absurde de nier qu'il est latent dans la jeunesse. Le sergent Laterreur de *Pilote*, les caricatures de *Charlie-Hebdo* inspirent pour une part une sorte d'appréhension diffuse à l'égard d'une institution soupçonnée de laminer les énergies, d'uniformiser.

Pourtant, il suffit de participer ici et là au forum lycéen, pour constater que généralement, la nécessité d'une défense nationale n'est pas contestée. Si le service militaire est remis en cause, c'est qu'il donne souvent l'impression de ne pas servir à grand-chose. C'est une année de perdu, entend-on assez couramment.

En tout état de cause, si l'antimilitarisme se développait chez les jeunes, il faudrait en rendre responsable le pouvoir et le système. Une institution n'est plus comprise lorsque sont perdues de vue ses finalités. L'armée n'a de sens que dans la perspective de la défense de la communauté nationale. Comment voudrait-on que ce sens soit reconnu alors que la communauté n'est plus sensible. Déjà, à ceux qui ne comprennent pas l'internationalisme ouvrier, Maurras faisait remarquer : comment voulez-vous que les travailleurs s'intéressent à une communauté qui se désintéresse de leur sort ? De même aujourd'hui, on peut répondre à ceux qu'indigne l'antimilitarisme lycéen : le système que vous cautionnez tend à dissoudre toutes les communautés humaines. Comment voulez-vous que le jeune soit sensible au service de la communauté ?

Mais les lycéens qui se mettent à réfléchir pourraient bien redécouvrir ce que leurs aînés ont oublié : le bienfait d'une amitié recouvrée par un peuple qui refuse tous les esclavages. Ce mouvement nous réservera des surprises.

Gérard LECLERC.

(1) Cf. *La N.A.F. et la révolution*.

(2) Alain Touraine : *Le Communisme utopique*. Le Seuil.

(3) 26 mars 1973.

1. la défense nationale en 1973

conscription et service national

L'explosion d'Hiroshima et le développement ultérieur du potentiel nucléaire des grandes puissances entraîne l'apparition d'une nouvelle stratégie.

Il va de soi que le problème de la conscription ne peut être résolu qu'en fonction de sa finalité propre, c'est-à-dire par rapport aux impératifs de la Défense nationale. Or ceux-ci se sont considérablement modifiés au cours de notre histoire, en même temps que se transformaient les conditions de la lutte armée.

DES « GUERRES EN DENTELLES »

Les manuels de l'histoire officielle accusent les rois de France d'avoir trop fait la guerre. Mais quelle guerre ? Les opérations militaires, sous l'ancienne monarchie, présentaient en effet un caractère tout à fait différent de celui que nous avons connu au XX^e siècle. On a parlé de « guerres en dentelles ». L'expression est certainement outrée mais traduit cependant fort bien le caractère limité des guerres de professionnels qui se déroulaient en Europe avant la Révolution. Sans doute convient-il de ne pas trop idéaliser ces guerres. Comme l'écrivait Joseph de Maistre « on tuait, on brûlait, on ravageait, on commettait mille crimes inutiles mais cependant on commençait la guerre au mois de mai, on la terminait au mois de décembre ; on dormait sous la toile ; le soldat seul combattait le soldat. Jamais les nations n'étaient en guerre ».

Dans l'Europe monarchique, la guerre rencontre un certain nombre de limites. Elle est d'abord limitée dans ses buts, l'objectif étant uniquement de conquérir ou de défendre un territoire donné. Elle est ensuite limitée dans les effectifs qu'elle met en mouvement : seuls les nobles sont tenus de verser l'impôt du sang, et le gros des troupes est composé de mercenaires. Point de conscription donc, mais des soldats qui coûtent cher et que l'on s'efforce par conséquent de ne pas trop exposer. Enfin, comme le montre Joseph de Maistre, les guerres se mènent d'Etat à Etat, et non pas contre des idées ou contre des peuples qui, en dehors de la zone des opérations, sont peu concernés par les conflits. Ainsi la guerre est avant tout un ensemble de manœuvres subtiles, une partie d'échecs, et Maurice de Saxe ira même jusqu'à rêver de campagnes menées de bout en bout sans qu'il soit besoin de livrer bataille.

... AUX GUERRES D'ENFER

Avec la Révolution française, l'art de la guerre va se trouver profondément bouleversé : les guerres de la Révolution marquent aussi une révolution de la guerre. En 1792, la guerre va mobiliser la nation tout entière : les hommes valides d'abord, mais aussi l'arrière qui est requis pour la fabrication du matériel nécessaire aux opérations. C'est la guerre du peuple, faite au nom de sa « souveraineté », contre les tyrans et les nations qui ne partagent pas les mêmes conceptions politiques. Il ne s'agit plus seulement de conquérir un territoire, mais d'imposer aux nations des idées et des institutions nouvelles. Il ne s'agit plus d'une partie d'échecs, mais d'une tentative d'anéantissement de l'adversaire. Dès lors, la guerre tend à devenir totale.

Les manifestations étudiantes et lycéennes contre la sursis ont remis à l'ordre du jour les problèmes de défense. Pour ou contre les sursis ?

Il serait stupide de se prononcer à priori sans avoir pris les éléments d'une politique de défense nationale adaptée à l'heure.

Une fois posé l'impératif de cette défense et examinées les conditions stratégiques de l'époque contemporaine, le problème du sursis est alors dépassé par celui de la nécessité ou non de la conscription.

De toutes façons, une chose est sûre : il faut transformer le service national.

Sans doute ne le sera-t-elle pas absolument pendant les guerres de la Révolution, du fait des limites que rencontre la technique militaire. De même, pendant tout le XIX^e siècle les guerres, en raison des données politiques, ne connaîtront qu'un développement limité, à l'exception toutefois de la guerre de sécession qui annonce par bien des aspects les grands conflits mondiaux. Mais à la fin du XIX^e siècle, toutes les conditions de la guerre totale sont réunies : les méthodes de conscription sont désormais bien rodées, et les techniques de destruction se sont considérablement développées : tout est prêt pour les grands holocaustes du XX^e siècle.

Dans ces conditions, la conscription est une nécessité absolue pour la Défense nationale : face aux immenses armées qu'aligne l'adversaire, il faut être en mesure d'opposer des millions d'hommes tout aussi entraînés.

STRATEGIE NUCLEAIRE ET GUERRE SUBVERSIVE

L'explosion d'Hiroshima et le développement ultérieur du potentiel nucléaire des grandes puissances entraîne l'apparition d'une nouvelle stratégie. Désormais, avec les fusées intercontinentales et les bombes à hydrogène, tout conflit risque de se traduire par la destruction totale des adversaires. D'où l'apparition, entre les grandes puissances, d'un équilibre de la terreur et d'une stratégie qui consiste à dissuader l'adversaire d'engager un conflit par la mise en place d'un système offensif et défensif massif, immédiatement utilisable et le moins vulnérable possible.

La France s'est dotée d'un tel système, sur lequel on a dit beaucoup de bêtises. Sans doute la force française de dissuasion est-elle peu importante par rapport aux arsenaux des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. Elle n'en est pas moins en mesure de remplir sa mission, et de faire reculer la nation la plus puissante : tournée vers de grandes villes qu'une seule bombe peu raser, peu vulnérable puisqu'abritée dans des silos ou placée à bord de sous-marins, elle est crédible (ou croyable) puisque le risque considérable que prendrait un adversaire en attaquant la France est beaucoup plus important que l'enjeu que représente notre pays.

Mais ce potentiel nucléaire, qui est nécessairement placé entre les mains de soldats de métier, ne constitue pas à lui seul la Défense nationale moderne.

L'équilibre de la terreur a en effet donné naissance à une stratégie indirecte qui n'expose pas les nations à une riposte nucléaire. C'est ainsi que les conflits, depuis plus de vingt ans, ont pris l'aspect de guerres subversives ou révolutionnaires. Ce sont, très sommairement, des guerres idéologiques qui visent à la destruction des institutions d'une nation donnée et qui utilisent les techniques de la guérilla. Face à de telles entreprises, les moyens de défense ne sont pas seulement techniques. Il importe bien sûr, face aux opérations de guérilla, de mettre en œuvre des moyens militaires qui leur soient parfaitement adaptés. Mais face à cette nouvelle forme de guerre totale que constituent les guerres subversives, il faut également réunir des conditions politiques et psychologiques : tout d'abord, les structures de l'Etat et son action dans tous les domaines ne doivent pas faciliter l'entreprise de subversion. Ensuite, comme dans le jeu de la dissuasion, l'unanimité de la nation est indispensable. Deux conditions qui sont loin d'être réalisées dans un pays comme le nôtre.

Pour être en mesure de faire face à toutes les formes de la guerre, une défense nationale moderne doit donc mettre en œuvre trois éléments :

— une force de dissuasion (avions, sous-marins, fusées) qui doit être confiée à un personnel militaire hautement qualifié.

— des forces classiques (divisions mécanisées, marine, éléments aéroportés) qui doivent être en mesure de faire face à un conflit limité, sans qu'il soit nécessaire de recourir immédiatement à l'arme nucléaire. Là encore, ces forces doivent être dans leur grande majorité composées de spécialistes.

— une organisation de défense du territoire, intégrant la population civile, et qui aura pour but de résister à une invasion de la nation ou à une entreprise subversive.

C'est d'ailleurs le schéma qui a été retenu dans l'ordonnance du 7 janvier 1959. Mais il est regrettable que les dispositions concernant la « Défense Opérationnelle du Territoire » n'aient jamais été véritablement appliquées par les ministres qui se sont succédé depuis quinze ans.

La D.O.T. est pourtant indispensable et justifie seule le maintien du service national. Encore faut-il que celui-ci soit adapté aux conditions de la guerre moderne. Ce qui suppose sa transformation.

Bertrand RENOUVIN.

tion ditional

suppression des
rationale.

ésents à l'esprit
la France d'au-

s les transforma-
sursis se trouve
tion.

er profondément

2. transformer le service national

Les officiers sont tous très conscients du caractère très absurde d'un système de conscription qui leur est imposé pour l'essentiel par le pouvoir civil.

Comme l'explique ci-contre Bertrand Renouvin, le service militaire ne saurait avoir d'utilité pour la force de dissuasion nucléaire. Mais en l'état actuel des besoins de la défense nationale, il doit fournir un appoint aux forces classiques et surtout préparer l'essentiel de l'organisation pour la défense du territoire.

— Fournir un appoint aux forces classiques : il s'agit d'un appoint non négligeable ! Les cinq divisions mécanisées d'intervention (100.000 hommes en tout) sont composées pour moitié d'appelés. Un tiers environ des forces de marine sont également constituées d'appelés.

— Fournir l'essentiel de la « défense populaire » : en ce domaine presque tout est à faire. Si la force de dissuasion et les forces classiques offrent une certaine crédibilité, la Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T.) est squelettique. Seuls quelques appelés sont préparés aux méthodes de la guerre révolutionnaire dans des commandos spécialisés.

INADAPTATION DU SERVICE NATIONAL

Et l'on aboutit à cette situation pitoyable : sur une classe d'âge (quelque 350.000 hommes), près de 80 % de l'effectif, une fois défilés les appelés des divisions mécanisées, de la marine et des commandos D.O.T., sont inemployables par l'armée ! Celle-ci élimine près de la moitié d'entre eux grâce aux réformes et dispenses. Qui est réformé ? Quelquefois les inaptes médicaux. Huit fois sur dix ceux qui « ont des relations », « connaissent la bonne filière », sont « pistonnés ». Ce qui aboutit à créer dans la jeunesse deux catégories : les petits malins qui ont échappé au service et les « paumés » qui ne peuvent y couper.

Comment sont employés ces derniers ? Surtout faites leurs classes (deux mois en moyenne),

ils sont affectés à des postes dans les bureaux, ou à balayer la cour de la caserne. On nous dira que ce travail doit être fait. Certes. Mais l'armée est le seul corps de l'Etat à ne pas employer un personnel de service et de secrétariat. Imagine-t-on les étudiants d'une Université chargés de tout l'entretien des locaux et du travail administratif. Les conscrits ne montrent qu'un intérêt très modéré — et pour cause — à ces travaux.

De plus, la vie de caserne laisse de nombreux temps morts. Pour pallier ce désœuvrement, l'ordonnance du 7 janvier 1959 prévoyait l'emploi des conscrits à des tâches d'utilité nationale : affectation dans le corps des sapeurs-pompiers, préservation du patrimoine forestier, etc. Les résultats, sans être nuls, sont très limités.

Au sortir d'une année de service partagée pour l'essentiel entre le morne ennui de la paperasserie militaire et le désœuvrement de la chambrée, neuf sur dix des appelés sont de parfaits antimilitaristes. Les officiers que nous avons consultés avant de rédiger cet article sont d'ailleurs tous très conscients du caractère absurde d'un système qui leur est imposé pour l'essentiel par le pouvoir civil.

SOLUTIONS POSSIBLES

Sur les principes qui doivent présider à une réforme du service militaire, ils sont pareillement d'accord : la fonction de ce service est de préparer de façon active les jeunes Français à une défense du territoire national en cas d'invasion. Pour cela les appelés doivent être initiés aux techniques de la guerre révolutionnaire, de l'embuscade à la guérilla urbaine.

En revanche sur les modalités de la réforme, les avis sont partagés. On peut distinguer schématiquement trois types de formules proposées.

1. La méthode suisse, tout d'abord, a un certain nombre de partisans : les appelés, instruits durant des périodes variant de un à quatre mois et répartis sur une dizaine d'années, garderaient chez eux leurs armes et leur paquetage. Il reste à savoir... si le tempérament français s'accommoderait de cette formule et si les entreprises pourraient supporter de longs arrêts de travail de la part de leurs salariés.

2. D'autres pensent que la formation d'un soldat sur le plan technique et la constitution d'un esprit de corps supposent le maintien d'une « période bloquée » d'une année (1). Un entraînement intense serait donné aux conscrits durant cette période. Mais il faudrait alors augmenter le nombre des instructeurs, affecter à cet entraînement un matériel accru, donc augmenter les crédits militaires.

3. Enfin une troisième solution est envisagée : on renoncerait à créer un esprit de corps chez les appelés mais on chercherait avant tout à les rendre aptes à l'auto-défense en cas d'invasion, autour de noyaux de soldats de métier. Les officiers qui préconisent cette solution pensent que des méthodes d'instruction modernisées permettraient d'apprendre à un appelé au cours de périodes brèves (quelques semaines par an répétées sur un nombre important d'années consécutives) le maniement des armes de guérilla, du fusil au lance-roquettes. Au jour J, le citoyen ainsi formé retrouverait rapidement les réflexes d'autodéfense acquis au cours de ces périodes.

Mais dans ce cas également, les centres d'instruction situés autant que possible dans la région où l'appelé réside et qu'il aura éventuellement à défendre devront être multipliés. Cela conduit donc à augmenter sensiblement les crédits militaires.

le mars lycéen

LES BLOCAGES POLITIQUES

Il reste à savoir si le régime voudra et pourra augmenter les crédits affectés à l'armée. On peut en douter. De 1971 à 1972, les crédits militaires n'ont progressé que de 3 %, c'est-à-dire deux fois moins vite que le coût de la vie. De 1972 à 1973, la progression a été quasi-nulle. Il est vrai que nous étions en période pré-électorale et que les dépenses militaires, réputées improductives et inutiles, ont mauvaise presse. Nos gouvernants ont donc peur d'une campagne contre les dépenses anti-sociales : il est vrai que le concert aurait été nourri. A gauche l'Humanité, le Nouvel Observateur et Charlie-Hebdo savent déjà suffisamment sur l'armée de la France. A droite, Minuta et Rivarol se chargent de dénoncer « la bombinette gaulliste », relayés par Valeurs actuelles qui lui reproche de ne pas être américaine. Alors, vous pensez, ce n'est pas le moment d'accorder des fonds supplémentaires à la D.O.T. !

L'ennui est que nous sommes encore en période pré-électorale : dans à peine trois ans, il y a l'échéance des présidentielles, et la dérisoire bagarre autour du « perchoir » de l'Assemblée nationale montre que les leaders de la classe politique songent surtout à se placer pour 1976. Après les présidentielles, il y a aura les législatives de 1978 et ainsi de suite.

Toute campagne pour la constitution d'une armée efficace se heurte donc à la pente naturelle des gouvernants républicains vers la démagogie. A la rigueur, un effort peut être imposé au régime par une action de pression lorsqu'il y a unanimité dans l'opinion publique quant à l'impératif de défense nationale. Ainsi, en 1912-1913, l'Action Française a pu contribuer à faire voter par le Parlement l'allongement du service militaire à trois ans, nécessité alors par une dénatalité alarmante et la dangereuse menace allemande... mais combattu par les socialistes.

Or cet état d'esprit, ce consensus n'existent plus. Les Français ont trop été déçus par ces guerres dans lesquelles ils ont été engagés et que les politiciens se sont chargés de perdre : 39-40, Indochine, Algérie.

LA REPUBLIQUE A LA REFORME !

C'est à l'Etat qu'il appartient de jouer un rôle d'éducateur, d'imposer l'abandon des méthodes surannées de la conscription actuelle, de recréer un esprit public sur lequel s'appuierait la défense nationale. Comme il en est notoirement incapable, la réforme du service national passe par celle de l'Etat.

Il s'agit de le libérer des servitudes de l'élection, autrement dit instaurer la monarchie. Que les Français militaristes ou antimilitaristes se rappellent au surplus deux choses : la monarchie, bénéficiant de la durée, a toujours pu préparer sérieusement les guerres qui lui ont été imposées par l'étranger ou qu'elle a engagées. Elle s'est toujours montrée avare du sang de ses sujets et ne s'est lancée dans la guerre qu'après avoir épuisé tous les autres moyens.

On ne peut en dire autant de la République qui, pour citer ce seul exemple, belliqueuse au temps du Front populaire désarmait en même temps la France matériellement et intellectuellement.

Paul MAISONBLANCHE.

(1) Avec un salaire versé par une Caisse d'allocations genre ASSÉDIC.

les grandes manœuvres des présidentielles

La classe politique a les yeux fixés sur les magouillages de la pré-rentrée électorale : aujourd'hui l'élection du Président de l'Assemblée nationale. Demain ce sera la nomination du Premier ministre.

« Aurons-nous, entre la fin des élections législatives et le commencement de la campagne présidentielle, quelques mois, quelques semaines où nous cesserons d'être bêtes, où nous ferons trêve de la médiocrité qui s'est établie, depuis un an, dans tous les partis, dans tous les journaux, sur toutes les ondes ? »

Cette trêve que demandait Philippe de Saint-Robert il y a quelques jours n'a pas eu lieu. Pendant que des dizaines de milliers de lycéens descendaient dans la rue, la classe politique avait les yeux fixés sur les magouillages de la pré-rentrée parlementaire : sitôt connus les résultats du deuxième tour, on s'est mis à intriguer autour de la constitution des groupes parlementaires. Maintenant, c'est l'élection du Président de l'Assemblée nationale qui mobilise l'attention, et demain ce sera la nomination du Premier ministre.

C'est qu'en effet beaucoup de choses dépendent du choix des parlementaires et de

la décision du Président de la République. Ce dernier sait pertinemment que le poste de Premier ministre est une place de choix pour les élections présidentielles. Gageons donc que Pompidou choisira son "Premier" beaucoup plus en fonction de l'échéance de 1976 que de ses capacités propres.

Si l'actuel Chef de l'Etat entend se représenter, il choisira un personnage point trop remuant qu'il pourrait au surplus démettre un an avant la consultation. Mais il peut aussi vouloir se donner un successeur, qu'il laisserait alors au pouvoir pendant trois ans, — le temps pour ce dernier de fabriquer une bonne image de marque au moyen de mesures appropriées. Quoi qu'il en soit, à l'Elysée comme à Matignon, ce sont les élections présidentielles qui dicteront la conduite de l'Exécutif, dès que celui-ci aura retrouvé sa double tête. Car une fois encore, la bataille des présidentielles sera chaude, la défaite du candidat pompidolien risquant de déclencher une crise de régime analogue à celle que la victoire de la majorité vient d'éviter.

Les préoccupations des députés sont, on s'en doute, absolument identiques. D'où le ballet frénétique autour du fameux *perchoir*, qui est, comme on le sait, un excel-

lent moyen d'attirer l'attention des futurs électeurs des présidentielles. On a donc vu Chaban-Delmas esquisser un pas vers la présidence de l'Assemblée avant de se mettre en réserve de la République... comme Pompidou en 1969. Edgar Faure, par contre, mène une campagne acharnée, espérant rassembler autour de son nom des voix centristes mais aussi socialistes et radicales. S'ils réussissait son coup, quel beau point de départ pour de futures magouilles parlementaires, et quel beau tremplin pour les présidentielles !

A l'Elysée, paraît-il, on se réjouit fort de cette renaissance de la vie parlementaire. Belle renaissance en effet, qui est en passe de transformer une assemblée-dortoir en maison louche, où les coupe-jarrets pullulent. C'est sans doute là le fameux « changement » annoncé à grands cris par la majorité au soir de sa victoire. Effectivement, il y a là de quoi satisfaire le pays légal. Le pays réel par contre pourrait bien ne pas se satisfaire du spectacle parlementaire et de la haute stratégie élyséenne. Et de venir ainsi brusquement, bouleverser de fond en comble les grandes manœuvres des présidentielles.

B. LA RICHARDAIS.

L'ECONOMIE DE « CUEILLETTE »...

Un pays n'est pas à vendre. Il est la propriété inaliénable de tous ses habitants.

Une photo dans un grand quotidien parisien, vingt lignes dans un hebdomadaire économique, un petit fait. Sans grande portée semble-t-il, mais non sans intérêt pour l'analyse de notre société.

Il y a quelques semaines, le *Figaro* présentait une photo étonnante : une montagne de galets, en cours de chargement sur un cargo en partance pour les Etats-Unis. Qu'en fera-t-on là-bas ? Eh bien, complètement broyés, les galets normands sont utilisés comme abrasifs pour pâtes dentifrices.

C'est ce que confirme l'hebdomadaire *Les Informations*, qui ajoute que Le Havre en a exporté près de 14.000 tonnes en 1971 et environ 12.000 tonnes en 1972. Destination les Etats-Unis et le Japon.

Ainsi on ignore généralement en France que des galets parfois bien gênants pour les pieds des baigneurs peuvent être aussi une richesse nationale. Car la base de tout échange économique est la rareté. Ce qui est abondant en notre pays est rare sur le plan mondial. Quelques pierres polies par des siècles de marée deviennent des matières rares. La demande est forte, le prix proposé d'autant plus attrayant qu'une telle matière n'était pas considérée comme échangeable, on exploite donc. C'est-à-dire qu'on agit comme ces hommes des civilisations les moins développées, exploitant une terre jusqu'à ce qu'elle soit improductive, transformant peu à peu un territoire fertile en une vaste zone semi-désertique. Encore se trouve-t-on, en ce cas, en face d'une activité industrielle déjà élaborée. Quelques temps

auparavant, les mêmes hommes en étaient à l'économie dite « de cueillette », c'est-à-dire que la faible densité de leur population les incitait à limiter tout effort à la simple cueillette des fruits de la nature. La boucle est bouclée, la France du « Plan-considéré-comme-une-ardente-obligation », la France de la croissance économique revient à l'économie de cueillette. Image osée, sans aucun doute, et pourtant !

Quelles seraient les réactions si cette pratique se généralisait ? Si après les galets normands, on exportait le sable, puis les pins, puis la terre elle-même ? Un pays n'est pas à vendre. Il est la propriété inaliénable de tous ses habitants. Alors, qui s'est arrogé le droit non seulement de vendre les galets normands, mais aussi de considérer qu'ils étaient inépuisables ? Qui bénéficie de cette vente ? Qui a été consulté ? Voilà des questions qu'il n'est pas inutile de se poser, même si le problème apparaît bien futile.

Mais il ne l'est pas. Il illustre au contraire parfaitement une tendance fondamentale de la société contemporaine : soumettre aux lois du marché, c'est-à-dire de l'argent, tous les biens, matériels ou non, contraignant les hommes à se plier à la seule loi de la rentabilité, réduire leurs échanges à la seule dimension économique.

... ET L'ECONOMIE « DOMINEE »

Une telle tendance n'est pas récente, il est vrai. Portée à son point ultime depuis environ vingt ans, elle a trouvé un propagateur de génie, et de poids : les Etats-Unis. En France même, certains se font ainsi les adorateurs inconditionnels d'une certaine « way of life ». En la matière nous trouvons dans la presse à prétention économique le plus bel exemple avec *Valeurs Actuelles*, et

mieux avec son directeur M. Raymond Bourguine. Ce dernier, délaissant la politique intérieure (déception ?), a commis la semaine dernière un article sur la crise monétaire. On en rit encore dans les salles de rédaction ou dans les services d'études économiques de la plupart des entreprises françaises.

Saviez-vous, braves gens, que toute la récente crise monétaire a été provoquée par les émirs pétroliers arabes, utilisant en spéculateurs les dollars versés en redevances pétrolières ! Bien sûr, tous les « cambistes », comme tous les financiers, savent qu'une partie de ces dollars s'est portée sur le mark, le franc suisse et le franc français. Mais passer sous silence les grandes entreprises multinationales ou les entreprises simplement exportatrices, et leur volonté commune de préserver leur trésorerie de toute variation de change, cela relève de la mauvaise foi.

Le meilleur réside dans l'argumentation générale de l'article. Car, à en croire M. Bourguine, les Etats-Unis ne livrent aucunement une guerre économique à l'Europe. M. Nixon a bien raison d'exiger la réévaluation des monnaies européennes, car il faut accepter des taux de change « réalistes ». C'est-à-dire servant l'expansion américaine. (Au passage, on rappelle benoîtement que les communistes ont la même position que M. Giscard d'Estaing en matière de taux de change fixes.) Et d'appeler à son secours les économistes... de l'Ecole de Chicago ! Que Milton Friedman soit un grand monétariste, nul ne l'ignore ; qu'il défende son pays avec tous ses moyens intellectuels, fort bien. Mais pourquoi donc admettre sans discuter que ce qui est bon pour les Etats-Unis, l'est pour la France ? Ainsi l'argent qui, comme chacun sait, n'a pas d'odeur, n'aurait pas non plus de frontières !

opération "naf an 03"

DEJA LE NUMERO 100 ! Que de chemin parcouru depuis nos premiers numéros, imprimés pratiquement à la main par des militants sur un papier-carton sans doute unique dans la presse française !

En deux ans notre technique s'est améliorée, une équipe de rédaction s'est constituée et la « N.A.F.-Hebdo » s'est fait une place spécifique dans la masse de journaux qui sortent chaque semaine. Régulièrement citée dans les revues de presse de la radio et des quotidiens, la « N.A.F. » a su conquérir une audience sans commune mesure avec la modeste de son tirage.

Mais nous voulons aborder notre troisième année d'existence avec les reins solides, et seule une assise importante d'abonnés nous permettra d'acquiescer l'équilibre financier nécessaire aux progrès futurs. C'est pourquoi, conscient de l'importance de l'enjeu, nous lançons aujourd'hui l'opération « N.A.F. - AN 03 ».

Avec le concours de tous nos militants, de tous nos abonnés actuels, de tous ceux qui suivent avec sympa-

thie et intérêt nos efforts et nos progrès, nous allons pendant deux mois concentrer nos efforts sur la conquête d'un public d'abonnés nouveaux.

Nos sections et nos adhérents recevront directement des consignes particulières, mais d'ores et déjà tous doivent se mobiliser jusqu'au 1^{er} juin, date de clôture de l'opération, sur cette tâche essentielle. Un matériel adapté de propagande va être mis à votre disposition (argumentaire, dépliant publicitaire, bulletin d'abonnement, lettre de prospect, etc.), pour soutenir votre effort personnel.

De même, pour faciliter votre travail, nous établissons en plus des abonnements normaux d'un an (45 F) une formule d'abonnement de six mois à 25 F. Chaque semaine, par l'intermédiaire du journal, nous vous tiendrons au courant des progrès de la campagne.

LE COUP D'ENVOI DE L'OPERATION
« N.A.F. - AN 03 » EST DONNE, SON
SUCCES VOUS APPARTIENT.

Yvan AUMONT.

PREMIER COLLOQUE D'ARSENAL

Le premier colloque d'Arsenal se tiendra les 14, 15 et 16 avril dans la région grenobloise.

Le thème étudié sera l'autogestion.

Le colloque s'adresse à des participants ayant une solide formation politique et une connaissance étendue des problèmes de l'entreprise. Ils doivent d'autre part s'engager à travailler trente heures pleines pendant les trois journées que durera le colloque.

Pour tous renseignements sur le déroulement des travaux et les conditions d'inscription, écrire au Directeur de la revue, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

AVIS A NOS ABONNES

De nombreux abonnés se plaignent de recevoir la N.A.F. avec irrégularité. Nous leur demandons de nous le signaler à chaque fois et de poser une réclamation auprès du receveur de leur bureau de poste. Nous rappelons d'autre part que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande du journal et de la somme de 1,50 F. Si la bande de votre journal porte la mention 4/73 votre abonnement se termine avec ce numéro, faites-nous parvenir spontanément votre réabonnement, vous nous épargnerez ainsi des frais et un travail administratif inutiles.

Vient de paraître :

la n.a.f. et la révolution

brochure à diffuser au maximum autour de vous.

Prix : 1 ex. : franco 3 F
5 ex. : franco 12 F
10 ex. : franco 24 F

RÉUNIONS

ISSY - VANVES

Vendredi 30 mars, à 21 heures : « Economie et politique », débat animé par Philippe Villaret, du Comité Directeur de la N.A.F., Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (Salle en sous-sol), métro Convent.

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92-Sud, 91-Ouest, 94-Ouest, le vendredi 6 avril à 20 h 15, Café « Le Commerce », 54, avenue du Général-Leclerc, à Bourg-la-Reine.

BANLIEUE OUEST

Dîner amical le vendredi 6 avril, à 19 h 45, au « Lutetia », 48, rue de la République à Puteaux. Inscriptions auprès de M. Brumeaux, 8, rue des Godardes, à Rueil.

DOLE

Samedi 31 mars à 16 heures, au « Café Parisien », 24, rue de Besançon (salle du 2^e étage). « Au-delà du problème des sursis : service militaire et défense nationale » conférence-débat animée par Philippe Durocher.

TOULOUSE

Mercredi 4 avril à 20 h 45, salle du Grand Hôtel, 31, rue de Metz « Après l'entracte électoral, que faire maintenant ? », conférence de M. Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F.

nouveaux points de vente

GRENOBLE

— France Agence, place Victor-Hugo.
— K'Store, cours Berriat.
— F.R.D.S., 4 square des Postes (fond de la cour).

DOLE

— Maison de la Presse.
— Bonvalot, 60, avenue de Châlon.

RENNES

— Maison de la Presse, place du Colomblay.

REIMS

— Relma-Livres, 27, avenue Jean-Jaurès.
— Papeterie, 150, rue de Vesle.
— Papeterie, 6, avenue Christophe-Colomb.

BORDEAUX

— Toute la Presse, 68, rue St-Rémy.
— Rouzaud, bar-tabac, Centre Commercial Bordeaux - Grand-Parc.
— Lib. Cazenave, 39, rue Camille-Godard.

CENON

— Bar-tabac, cité Palmer.

HAUT-FLOIRAC

— Kiosque Maurepas.

le mouvement royaliste

où va la révolte de la jeunesse

Il manque à tous ces mouvements un plan précis de reconstruction de la société fondé sur une conception de l'homme et de la vie radicalement différente des pseudo-valeurs de la société technicienne.

Tout au long de ce numéro sont évoqués les différents aspects universitaires et militaires de « l'affaire des sursis ». Mais reste à savoir si la grève des lycéens est uniquement motivée par le problème des sursis.

Ne s'agit-il pas également d'une nouvelle phase de cette fête de la révolte qui secoue par saccades la jeunesse depuis 1968, avant que celle-ci ne retombe dans sa torpeur apparente ? Dans ce cas, comme le rappelle dans *Le Monde* du 24 mars, Frédéric Gaussen, « Il y aura une prochaine fois. Souvenons-nous. Mai 1968. Février 1971 : « l'affaire Guilot ». Mars-avril 1971 : la grande vague du « ras le bol ». Novembre 1971 : l'affaire de « la circulaire Gulchard ». Alors faut-il considérer comme normal que périodiquement, pendant plusieurs semaines, les lycées se vident et les élèves envahissent la rue ? Va-t-on se résigner à voir la jeunesse « mariner » ainsi dans une alternance d'ennui et de « bouffées » de détoulement ? »

Il semble bien que le système en place non seulement se résigne, mais s'accommode fort bien de cette « alternance d'ennui et de bouffées de détoulement ». Car il sait qu'elle ne menace pas véritablement son existence.

L'IMPASSE DE LA REVOLTE

En effet, l'insurrection de la jeunesse contre un monde où elle s'ennuie ne débouche pas pour l'instant sur une révolution malgré toutes les déclarations incendiaires des trotskystes de service. On s'aperçoit qu'il manque à tous ces mouvements l'essentiel, c'est-à-dire un plan précis de reconstruction de la société fondé sur une philosophie politique, une conception de l'homme et de la vie qui soit radicalement différentes des valeurs ou pseudo-valeurs de la société technicienne.

Le mouvement contre les sursis est bien plutôt une révolte au sens que donne à ce terme Jacques Ellul (1). C'est-à-dire qu'on y retrouve le sentiment de l'intolérable commun à toutes les révoltes de l'histoire. L'intolérable est en l'occurrence et pêle-mêle la cité en miettes, le lycée-Kafka et le « service Courteline » qui qui enlèvent tout sens à la vie.

Toute révolte par ailleurs cherche un bouc émissaire et c'est l'armée qui remplit pour l'instant ce rôle. En revanche, on n'y trouve pas le désir de transformer la société. Il s'agit bien plutôt de s'en évader en se transformant soi-même pour se mettre en dehors et au-dessus.

Ceci explique la floraison ces dernières années des communautés *underground* qui veulent instituer une contre-culture en marge de la société. Mais bientôt cette évasion est perçue comme illusoire.

UNE CONTRE-CULTURE...

Ce mécanisme est fort bien décrit dans le dernier numéro de la revue *Actuel*. Jean-Fran-

çois Bizot se pose la question : « Où va l'underground ? » Son bilan est franchement morose.

Il décrit d'abord les débuts pleins d'espérance des mouvements de contre-culture après 1968. « Il s'agissait d'aimer et de goûter et pour cela de s'ouvrir à la limite de la transparence comme lors des grandes A.G. (3) extatiques dans la Sorbonne de mai 1968 quand l'espèce quelques jours s'est retrouvée en niant la classe ». Autrement dit il s'agissait par une expérience surréaliste vécue en petites communautés, que chacun réalise l'homme générique cher à Marx, à moins que ce ne soit le surhomme nietzschéen. « Les amarres rompues, la recherche s'efforçait. Les nouvelles formes devaient surgir des lisières de l'impossible, se combiner dans l'inconnu, émerger des confins du délire ». Une communion idyllique et paradisiaque entre membres égaux de ces petits groupes devait remplacer l'organisation sociale rejetée.

Las ! Ces communautés, que ce soit aux Etats-Unis où elles furent d'abord créées, ou en France, se heurtèrent bientôt à une insurmontable contradiction : « Toutes les grandes organisations allaient développer puis éclater sur le même conflit. Stratégie collective contre liberté individuelle... Un curieux balancier s'était mis en branle, oscillant de structure de groupes quasiment totalitaires à l'individualisme de la démerde absolue et anonyme, des fractions militantes et mystiques groupées sous la houlette d'un chef, dans le respect d'une idéologie rigide, ou la vénération d'un prophète, aux milliers d'anguilles qui filaient entre les mailles de la société capitaliste ».

Et Bizot décrit l'inévitable prolifération des sectes américaines perdues dans l'adoration d'un gourou, d'un prophète se considérant comme le fondé de pouvoir de Jésus à moins qu'il ne s'agisse d'un éminent sataniste comme le triste Manson meurtrier de Sharon Tate.

En France des communautés de ce type commencent à se former, ainsi dans les Hautes-Alpes.

... NEO-NAZIE ?

Cette discipline quasi-militaire autour d'un chef inspiré, cela ne nous rappelle rien ? L'Europe a déjà connu ce que Boutang appelle la « génération des enfants perdus ». Eux aussi ont prétendu rejeter tout l'ordre établi, s'en affranchir sur tous les plans à commencer par la licence des mœurs. L'Allemagne pédérastique et nymphomane des années trente n'était pas spécialement vertueuse ! Tout cela s'est continué par la fête wagnérienne de Nuremberg, la fidélité mystique à Hitler. Puis toute une jeunesse s'est fait tuer et a tué les autres, de la Manche à l'Ukraine avant que, point final du totalitarisme de la révolte, le Reich ne capitule pendant que toutes ses radios jouaient le crépuscule des dieux !

Utopie de croire que l'underground débouchera sur un nouveau nazisme ? Certes il manque un projet global et un chef qui pourrait entraîner la jeunesse d'Occident dans cette nouvelle aventure. Mais le climat psychologique

existe. Rien n'y manque, pas même le naturalisme forcené et le refus de l'intellectualisme. A cet égard on ne peut qu'être atterré devant la tournure prise par une certaine écologie. Elle ne se contente pas de critiquer les conséquences objectivement néfastes de tel ou tel progrès technique mal maîtrisé, mais elle refuse toute forme de progrès car l'invention c'est l'inconnu et comme l'écrit un rédacteur de *Le Gueule ouverte* : « Que voulez-vous j'ai peur dans le noir ». Cette démission de l'intelligence se double d'un refus de la vie et d'une tristesse devant celle-ci. Limitons les naissances autoritairement réclame *Le Nouvel Observateur* dans son numéro sur « la dernière chance de la Terre » car celle-ci ne sera plus vivable s'il y a trop d'êtres. Bien entendu aucun espoir d'accroître les possibilités d'ouvrir aux générations à venir le banquet de la vie n'existe dans l'esprit des rédacteurs du *Nouvel Observateur*, pas plus que dans celui des membres de l'équipe de *Charlie Hebdo* ou des distingués eugénistes de *Nouvelle Ecole*. Comme quoi tout ce beau monde finit toujours par se retrouver puisqu'il participe de la même subversion de l'intelligence.

Quant aux fidèles de l'underground qui ne finissent pas happés par les fraternités totalitaires ils tombent dans l'individualisme le plus sordide comme le constate Bizot : « A l'autre extrême la dérive absolue fabrique d'intéressants flipés et quelques méchants marginaux petits truands qui s'abritent derrière la gratuité pour tous de s'approprier les affaires des autres. Les curieux flipés ont souvent pris trop d'acide ou se sont interrogés trop vite et trop profond. Il arrive qu'ils finissent « mal » schizos ou paumés, allénés dans la défonce qui, très vite, très vite devient un mode de substance délétère. Le plus souvent quand ils s'en sortent ils endossent la discipline d'un des groupes précités. Une dialectique normale ».

FECONDER LA REVOLTE DE LA JEUNESSE

— Mais alors vous rejetez la contestation ? Les jeunes révoltés sont pour vous de futures épaves ou des graines de nazis. Comme vous y allez !

— Nous ne rejetons pas la contestation de la jeunesse, car nous savons que l'inhumanité, la dépersonnalisation, la bureaucratisation du monde contemporain sont intolérables. Bien plus nous voulons que cette révolte n'avorte pas mais qu'elle débouche sur une révolution qui fasse litte des subversions de l'intelligence et de la vie. Mais c'est une course de vitesse qui s'engage.

Ou bien dans les années à venir nous gagnerons la jeunesse ou bien celle-ci se jettera derrière les faux prophètes des nouvelles utopies. Encore faut-il que nous sachions lui proposer notre projet de civilisation.

(à suivre)

Arnaud FABRE.

(1) Underground : souterrain (= culture souterraine).

(2) *Actuel*, mars 1973.

(3) A.G. : Assemblée Générale...